HAL
open science

# Pakistan

Julien Levesque

## To cite this version:

Julien Levesque. Pakistan. Images économiques du monde 2019, 2018, pp.319-321. halshs-02363304

**HAL Id: halshs-02363304**
**https://shs.hal.science/halshs-02363304v1**

Submitted on 18 Jan 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Julien Levesque, « Pakistan », *in* François Bost, Laurent Carroué, Sébastien Colin, et al. (dir.), *Images économiques du monde 2019*, Paris : Armand Colin, 2018, p. 319-321, EAN : 9782200623296**

[319] Le 31 mai 2018, le Pakistan voit pour la deuxième fois dans son histoire un gouvernement démocratiquement élu terminer son mandat. Le mandat de la Ligue musulmane du Pakistan (*Pakistan Muslim League-Nawaz* – PML-N) n'a toutefois pas été sans heurts. A la fin du mois de juillet 2017, le premier ministre Nawaz Sharif est contraint à la démission par une décision de la Cour suprême le jugeant coupable d'avoir dissimulé une partie des avoirs de sa famille (des entreprises *offshore* révélées par les *Panama Papers* en 2016) et exigeant une enquête pour corruption. Nawaz Sharif est alors remplacé par Shahid Khaqan Abbasi à la tête du gouvernement fédéral et par son frère Shahbaz Sharif, également ministre-en-chef du Pendjab, à la tête de la PML-N.

**Crise énergétique et *China-Pakistan Economic Corridor***

Abbasi poursuit la politique de son prédécesseur, avec deux objectifs majeurs. En premier lieu, afin de résoudre la crise énergétique, Abbasi crée un ministère de l'énergie qui entend exploiter pleinement les ressources en charbon [320] du désert du Thar et développer la production d'électricité à partir de gaz naturel liquéfié, ce qui accroît la dépendance énergétique du Pakistan sur les importations. Le gouvernement affirme avoir ajouté 11GW de production électrique supplémentaire au cours de son mandat, mais la demande totale excède toujours la capacité de production du pays. Ce problème pourrait à terme être réglé par la poursuite du second objectif, le *China-Pakistan Economic Corridor* (CPEC), projet d'infrastructures majeur s'inscrivant dans la politique chinoise des Routes de la soie (*Belt and Road Initiative*). Les autorités pakistanaises voient en ces investissements espérés à hauteur de 62 milliards de dollars l'opportunité de transformer en profondeur le réseau routier, ferroviaire et énergétique du pays, ainsi que les infrastructures portuaires.

L'impact du CPEC s'observe aussi dans les flux de populations : l'arrivée de nombreux travailleurs chinois au Pakistan et le départ d'un nombre croissant de Pakistanais allant se former en Chine. Si le CPEC permet au Pakistan de réduire sa dépendance financière vis-à-vis des Etats-Unis et du FMI – le pays a reçu deux prêts chinois de 1,2 et 1 milliard de dollars en avril 2017 et 2018–, nombre de volets restent opaques, notamment dans leurs aspects financiers. Le CPEC fait l'objet d'une communication extensive par le gouvernement – comme l'illustre la tenue du *CPEC Summit 2018* en avril et mai – tandis que les critiques, soulignant entre autres l'endettement que le projet implique vis-à-vis de la Chine, semblent étouffées.

**Lutte contre les groupes islamistes et émergence du « Mouvement de protection pachtoune »**

Le Pakistan connaît d'autres changements importants en 2017-18. L'armée clôture ses deux grandes opérations (*Zarb-i Azb*, *Radd-ul Fasaad*) visant les groupes islamistes insurgés comme le Mouvemetn des Talibans du Pakistan (*Tehrik-i Taliban Pakistan* – TTP), se targuant d'avoir démantelé 90% de ce réseau. La fin des opérations militaires dans les « zones tribales » pachtounes, ou FATA (*Federally Administered Tribal Areas*), ouvre la voie à l'intégration de la région à la province de Khyber-Pakhtunkhwa, mettant fin à un régime d'exception maintenu depuis l'époque coloniale.

En parallèle, un nouveau mouvement de protestation voit le jour au cours de l'année 2018, le Mouvement de protection pachtoune (*Pashtun Tahaffuz Movement* – PTM). Initié en janvier en réaction au meurtre d'un jeune homme pachtoune par la police à Karachi, le PTM et son leader Manzoor Pashteen dénoncent les exécutions extrajudiciaires, les arrestations arbitraires et les « disparitions forcées » dont sont victimes de nombreux hommes pachtounes, supposés être liés aux Taliban – une forme de répression qui cible également d'autres opposants politiques, comme les nationalistes baloutches et sindhis.

Dans ce contexte, marqué par des relations toujours tendues entre pouvoir civil et militaire, une compétition accrue entre partis politiques, et une pression forte des groupes islamistes (comme le groupe *Tehrik-i Labaik Ya Rasul Allah* du leader *barelvi* Khadim Hussain Rizvi), la bonne tenue des élections [321] législatives prévues pour fin juillet, responsabilité du gouvernement intérimaire mené par l'ancien juge Nasirul Mulk, reste incertaine à l'heure où ces lignes sont écrites.

**Julien Levesque**